

1021

MÉMORIAL

ou

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

des

Großherzogthums Luxemburg.

Samedi, 20 octobre 1906

N. 63

Samstag, 20 Oktober 1906

Arrêté du 15 octobre 1906, concernant la répartition des subsides dans l'intérêt de l'hygiène et de la salubrité publique

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX
PUBLICS,

Vu l'art. 139 du budget des dépenses de l'exercice 1906,

Arrête :

Art. 1^{er}. Les subsides indiqués au relevé qui suit, se montant à fr. 94,70, sont accordés pour l'année 1906 aux communes du pays dans l'intérêt de travaux concernant l'hygiène et la salubrité publique

Ces subsides seront liquidés au profit des collèges des bourgmestres et chefs des communes intéressées.

Art. 2 Les mandats de ces subsides ne seront délivrés que sur la demande de l'administration communale, appuyée d'une attestation de l'homme de l'art ayant dirigé les travaux et constatant l'entière exécution des ouvrages subsidés

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au *Memorial*

Luxembourg, le 15 octobre 1906

Le Directeur général des travaux publics,
CH DE WAHA

Beschluß vom 15. Oktober 1906, betreffend die Vertheilung von Subsidien für Arbeiten im Interesse der öffentlichen Hygiene

Der General-Direktor der öffentlichen Arbeiten;

Nach Einsicht des Art. 139 des Ausgabenbudgets für 1906;

Beschließt :

Art 1 Die im angefügten Verzeichnisse bemerkten Subsidien, im Gesamtbetrage von 94,730 Fr., sind für das Jahr 1906 den Gemeinden des Landes im Interesse von Arbeiten der öffentlichen Hygiene bewilligt

Besagte Subsidien werden zu Gunsten der Schöffkollegien der betreffenden Gemeinden liquidirt

Art. 2. Die Zahlungsanweisungen werden nur auf das Gesuch der Gemeindeverwaltung, sowie auf eine von dem mit der Leitung der Arbeiten beauftragten Fachmanne ausgestellte Bescheinigung hin, daß die subsidierten Arbeiten vollendet sind, ausgehandigt

Art 3 Gegenwärtiger Beschluß soll ins „*Memorial*“ eingeruckt werden.

Luxemburg, den 15 Oktober 1906

Der General-Direktor der öffentlichen Arbeiten,
R de Waha

Subsides pour travaux dans l'intérêt sanitaire et hygiénique.

N ^o d'ordre.	Noms des communes	Noms des sections.	Designation des travaux.	Subsides.
1	Luxembourg.	Luxembourg.	Construction d'un nouvel établissement des bains frs.	2500
2		id.	Construction d'un lavoir public au Grand	1000
3		id.	Réparations aux dépotoirs	
<i>District de Luxembourg.</i>				
	Capellen.			
4	Bascharage.	Bascharage.	Revers pavés	100
5		Hautcharage.	Canalisation à l'intérieur du village	100
6		Linger.	Curage du Lingerbach	100
7	Clemency.	Clemency.	Canalisation à l'intérieur du village	150
8		id.	Reconstruction du mur de clôture du cimetière	100
9		Flingig.	Reconstruction du lavoir public	200
10	Dippach.	Bettange.	Canalisation aux revers pavés	200
11		Dippach.	Revers pavés au « Kirchenpad ».	100
12		Schouweiler.	Canalisation du chemin d'accès à la halte	200
13		Sprinkange.	Réparations au lavoir public	100
14	Garnich.	Dahlem.	Reconstruction du mur de clôture du cimetière	100
15		Garnich.	Revers pavés et canalisation à l'intérieur du village	200
16		id.	Réparations à la conduite d'eau du lavoir public	200
17		Hivange.	Canalisation près de la maison Schamberger	50
18	Hobscheid.	Eischen.	Assainissement du cimetière	100
19		Hobscheid.	Revers pavés	100
20	Kehlen.	Dondelange.	id.	100
21		Kehlen.	Assainissement du cimetière	200
22		Keispelt-Meispelt.	Crépissage du mur du cimetière	100
23		Nospelt.	Revers pavés à l'intérieur du village	100
24		id.	Revers pavés aux abords de l'église	100
25		Olm.	Nouvelles latrines d'écoles	200
26	Kœrich.	Gœhlange.	Revers pavés	100
27		Gœtzingen.	id.	100
28		Kœrich.	Réparations au mur du cimetière et portes de clôture	100
29	Kopstal.	Kopstal.	Extension de la conduite d'eau à la rue des osieries	200
30		La commune.	Mise en état des latrines	100
31	Mamer.	Cap-Capellen.	Assainissement de la place publique	200
32		Holzen.	Puits artésien	100
33		id.	Revers pavés	100
34		Mamer.	Nouveau cimetière	200
35		id.	Revers pavés	100
36	Septfontaines.	Greisch.	Revers pavés autour de l'église	200
37		Roodt.	Revers pavés à l'intérieur du village	100
38		Septfontaines	id id	300
39	Steinfort.	Klein-Bettingen.	Canalisation près de l'école	100
40		Hagen.	Revers pavés	100
41		Steinfort.	Lavoir public	200

	Esch-s.-Alz.			
42	Bettembourg.	Abweiler.	Mise en état d'un lavoir avec puits et pompe . . . frs.	200
43		Bettembourg.	Construction d'un lavoir public avec conduite d'eau . .	400
44		Huncherange.	Revers pavés	200
45	D'flerdange.	Differdange.	Nouveau cimetière	500
46		Oberkorn.	id.	800
47	Dudelange.	Dudelange.	Prolongement de la conduite d'eau	1000
48		id.	Assainissement des abords de l'église	500
40		id.	Abattoir public	800
50	Esch-sur-l'Alzette.	Esch-sur-l'Alzette.	Nouveau réservoir de la conduite d'eau	800
51		id.	Extension de la conduite d'eau	500
52		id.	Travaux de canalisation aux lieux dits « Hœhb », « im Brill », rue de l'église et au parc	700
55		id.	Couverture de l'Alzette	1500
54	Frisange.	Aspelt.	Conduite d'eau	750
55		Frisange.	Pavage de la cour de la maison d'école	100
56		Hellange.	Exhaussement de la cour de la maison d'école.	100
57	Kayl.	Kayl.	Mise en état du lavoir public	200
58		La commune.	Conduite d'eau	1350
59	Leudelage.	Leudelage.	Travaux au lavoir.	100
60	Mondercange.	Bergem.	Revers pavés	100
61		Mondercange.	Reconstruction du mur du cimetière	100
62	Petange.	Petange.	Conduite d'eau	1000
63		Rodange.	Canalisation à l'intérieur du village.	400
64	Reckange.	Reckange.	Lavoir public.	200
65	Roeser.	Berchem.	Revers pavés	100
66		Livange.	id.	50
67		Peppange.	id.	100
68	Rumelage.	Rumelage.	Conduite d'eau et captation de nouvelles sources . . .	1500
69		id.	Agrandissement du cimetière	500
70	Sanem.	Belvaux.	Assainissement de la « Greische Gessel »	200
71		Ehlerange.	Nouvelles latrines d'école	200
72	Schifflange.	Schifflange.	Conduite d'eau	600
73		id.	Mise en état du mur de clôture du cimetière	100
	Luxembourg.			
74	Bertrange.	Bertrange.	Revers pavés	100
75	Contern.	Contern.	id.	100
76		Oetrange.	id.	100
77	Eich	Eich.	Entretien du lavoir public	400
78		id.	Etablissement d'une conduite d'eau à Neudorf et Kirchberg	800
79		id.	Reconstruction du mur du cimetière à Weimerskirch. .	300
80	Hamm.	Hamm.	Revers pavés à Schleifmühle	100
81		id.	Réfection de la toiture du lavoir à Schleifmühle . . .	200
82		Pulfermühle.	Revers pavés à Pulfermühle.	150
83		id.	Réparations au « Krieselsbour »	50
84	Hesperange.	Fentange.	Dalot souterrain près de la maison Kleyr	100
85		Hesperange.	Revers pavés	100
86		Itzig.	Canal souterrain près de la maison Entringer	100
87	Hollerich.	Cessingen.	Etablissement d'un cimetière	400

88	Hollerich.	Gasperich.	Démolition de la maison du père et incorporation de l'emplacement dans la voie publique	frs 200
89		Hollerich.	Agrandissement du cimetière	1000
90		La commune.	Conduite d'eau, troisième machine élévatrice	1000
91	Niederanven.	Ernster.	Lavoir public avec conduite d'eau	500
92		Niederanven.	Revers pavés à l'intérieur du village au lieu dit «Alongloch»	50
93		Oberanven.	Revers pavés à l'intérieur de Rameldange	100
94		id.	Lavoir établi par l'association de quinze chefs de ménage.	200
95		Senningen.	Revers pavés et drainage	100
96	Rollingergrund.	Rollingergrund.	Prolongement de la conduite d'eau « Alte Strasse »	600
97	Sandweiler.	Sandweiler.	Canalisation à l'intérieur du village.	200
98		id.	Mise en état du lavoir de Birelergrund.	100
99	Schuttrange.	Munsbach.	Conduite d'eau à Neuhäuschen	500
100		Schrassig.	Mise en état du lavoir	100
101		Schuttrange.	Pavage du Kirchenpfad	100
102	Steinsel.	Steinsel.	Revers pavés	100
103	Strassen.	Strassen.	Mise en état des latrines d'école.	100
104	Weiler-la-Tour.	Hassel.	Construction de latrines d'école.	200
105		Syren.	Mise en état des latrines d'école	200
106		Weiler.	Revers pavés	100
	Mersch.			
107	Berg.	La commune.	Latrines d'école	200
108		id.	Etablissement d'une conduite d'eau.	400
109		id.	Mur de soutènement du cimetière	200
110	Bœvange-s.-A.	Bœvange-s.-Attert	Reconstruction de deux lavoirs	200
111		Brouch.	Revers pavés	200
112		Buschdorf.	id.	200
113	Fischbach.	Angelsberg.	Nouveau lavoir communal	200
114		Fischbach.	Lavoir public	150
115		Schoos.	id.	150
116	Hellingen.	Hellingen.	Aménagement des fontaines publiques	300
117		id.	Revers pavés	100
118		Reuland.	Revers pavés et fontaine publique	100
119	Larochette.	Larochette.	Construction de latrines au logement des instituteurs et	
120			écondution des eaux ménagères au dit logement	300
121		id.	Pavé à l'intérieur de la localité	200
122		id.	Mise en état du lavoir public	100
123	Lintgen.	Lintgen.	Nouveau réservoir de la conduite d'eau	200
124	Lorentzweiler.	Bofferdange.	Nouvelles latrines d'école	200
125		id.	Prolongement de la conduite d'eau.	100
126		Hunsdorf.	Construction d'un lavoir public	200
127		Lorentzweiler.	Etablissement d'une conduite d'eau.	100
128	Mersch.	Beringen.	Mise en état du lavoir public	200
129		Mersch.	Construction d'un lavoir public	200
130		Rollingen.	Prolongement de la conduite d'eau	150
131	Nommern.	Cruchten.	Reconstruction du mur du cimetière	100
132		Nommern.	Revers pavés	100
133		Oberglabach.	Réparations à la conduite d'eau.	100
134		Schroindweiler.	id. au lavoir et au cimetière	100
135	Tuntingen.	Hollenfels.	Revers pavés	200
136		Tuntingen.	Revers pavés et construction d'une gargouille	150

		<i>District de Diekirch.</i>	
	Clervaux.		
137	Asselborn.	Asselborn.	Agrandissement du cimetiere fis. 200
138		Bitwisch.	Revers pavés 100
139		Boxhorn	Recherches de sources d'eau et puits artésien 200
140		Rumlange.	Revers pavés 100
141		Sassel.	id. 80
142		Stockem.	id. 100
143	Basbellain.	Basbellain.	Latrines d'écoles 200
144		Hautbellain.	id. 150
145		Huldange.	id. 150
146		Troisvierges.	Conduite d'eau 300
147		Drinklange.	Construction d'un puits public 100
148	Bœvange (Cl).	Bœvange.	Revers pavés 100
149		Donnange.	Réparations au mur du cimetière 200
150		Hamville.	Construction d'une conduite d'eau 300
151		Lullange.	Construction de latrines d'école 200
152		Troine.	Revers pavés 100
153		Crendal.	Établissement d'une place à blanchir 100
154		Bœvange.	Construction d'un bassin près du lavoir public a Wenrange 100
155	Clervaux.	Clervaux.	Aménagement des latrines d'école 100
156		id.	Acquisition d'un corbillard et construction d'un hangar pour le remiser 300
157		Eselborn.	Rigole souterraine et aménagement du puits près de la maison vicariale 100
158		Reuler.	Aménagement des puits et fontaines 100
159		Urspelt.	Aménagement des latrines d'école 150
160		Weicherdange.	Aménagement des latrines d'école et lavoirs publics 200
161	Consthum.	Consthum.	Construction de latrines près de l'école de Consthum 300
162		Holsthum.	Acquisition d'un corbillard 300
163	Hachville.	Hachville.	Réparations à l'abreuvoir public 100
164		id.	id. au lavoir public. 100
165		Hoffelt.	Construction d'une conduite d'eau 300
166		Hachville.	Réparations à la conduite d'eau à Weiler 100
167	Heinerscheid.	Fischbach.	Prolongement de la conduite d'eau. 200
168		Grindhausen.	Construction d'une buanderie 150
169		Heinerscheid.	Construction de latrines près de l'école des garçons 250
170		Hupperdange.	Construction d'une conduite d'eau 300
171		Kalborn.	Travaux de sondage pour une conduite d'eau 100
172		Lieler.	Construction d'une conduite d'eau 250
173	Hosingen.	Obereisenbach.	id. id. 250
174		Hosingen.	Construction de latrines d'école. 250
175		Rodershausen.	Construction d'une conduite d'eau 300
176		Walhausen.	id. id. 300
177		Untereisenbach.	Mur de clôture au cimetiere 150
178	Munshausen.	Drauffelt.	Construction d'un réservoir d'eau 300
179		Marnach.	Mise en état de l'abreuvoir au lieu dit « in der Ly » 250
180		Munshausen.	Construction d'une conduite d'eau 250
181		Siebenater.	id. id. 300

182	Weiswampach.	Beiler.	Forage d'un puits et construction d'un abreuvoir . frs	200
185		Binsfeld.	Aménagement et clôture de la blanchisserie	200
184		Breidfeld.	Aménagement du lavoir public	100
185		Holler.	Revers le long du lavoir public	100
186		Leithum.	Revers pavés à l'intérieur de Leithum	100
187		Weiswampach.	Revers pavés au chemin de l'école	100
188		id.	Construction d'un lavoir public à Kæsfurth	200
	Diekirch			
189	Bastendorf.	Bastendorf.	Extension de la conduite d'eau	500
190		Brandenbourg.	Réparations au mur de clôture du cimetière	100
191		Landscheid.	Revers pavés et assainissement de la chapelle	100
192		Tandel.	Réparations au mur de clôture du cimetière	150
193	Bettendorf.	Bettendorf.	Construction d'une conduite d'eau	500
194		Gilsdorf.	id. id.	200
195		Mæstroff.	id. id.	200
196	Bourscheid.	Kehmen.	Revers pavés	100
197		Lipperscheid.	id.	100
198		Michelau.	Construction d'une conduite d'eau	500
199		Welscheid.	Construction de latrines d'école.	200
200		Bourscheid.	Revers pavés	100
201	Diekirch.	Diekirch.	Canalisation de la ville	1000
202	Ermsdorf.	Eppeldorf.	Prolongement de la conduite d'eau.	200
203		Ermsdorf.	Revers pavés près de l'école et de la maison vicariale.	100
204		Folkendange.	Construction de latrines d'école.	200
205		Stegen.	Revers pavés près de la maison Probst.	100
206	Erpeldange.	Erpeldange.	Revers pavés et canalisation.	200
207		Ingeldorf.	Grosses réparations aux latrines d'école	200
208	Ettelbruck.	Ettelbruck.	Construction d'une conduite d'eau	1000
209		Burden.	Construction de latrines d'école.	100
210	Feulen.	Niederfeulen.	Revers pavés	200
211		Oberfeulen.	Construction d'une conduite d'eau	400
212	Hoscheid.	Hoscheid.	Construction d'un réservoir d'eau	400
213		id.	Acquisition d'une pompe et auge d'eau.	100
214		id.	Revers pavés au lieu dit « Strasseneck »	50
215	Medernach.	Medernach.	Revers pavés	500
216	Mertzig.	Mertzig.	Construction d'une conduite d'eau	500
217	Reisdorf.	Bigelbach.	Extension de la conduite d'eau	500
218		Hoesdorf.	Construction de latrines d'école.	200
219		Reisdorf.	Réparation du mur du cimetière	100
220		id.	Mise en état de la cour de récréation près de l'école	100
221	Schieren.	Schieren.	Construction d'une conduite d'eau	800
	Vianden.			
222	Fouhren.	Bettel.	Reconstruction et agrandissement des latrines d'école	200
223		Fouhren.	Mise en état du lavoir public	200
224		Longsdorf.	Revers pavés à Marxberg.	50
225		id.	Conduite d'eau pour alimenter le lavoir et l'abreuvoir public	150
226		Walsdorf.	Revers pavés	100
227	Putscheid.	Gratingen.	Nouvelles latrines d'école	200
228		Merscheid.	Mise en état du lavoir public	200
229		Putscheid.	Nouvelles latrines d'école	200

230	Putscheid.	Weiler.	Construction d'un lavoir public frs.	200
231	Vianden.	Vianden.	Agrandissement du cimetière	600
232	Redange.	id.	Renouvellement des bornes-fontaines de la conduite d'eau	200
233	Arsdorf.	Arsdorf	Revers pavés	200
234		Bilsdorf.	Construction de latrines d'école	500
235	Beckerich.	Beckerich.	Revers pavés au cimetière	100
236		Etvange-Hovelange.	Nouvelles latrines d'école	300
237		Nœrdange	Mise en état du mur du cimetière	100
238		Oberpallen.	Construction d'un puits près de la nouvelle école	100
239	Bettborn.	Commune en générale.	Revers pavés et assainissement du cimetière	200
240		Bettborn-Platen.	Réparations au lavoir public.	100
241		Pratz.	Revers pavés	100
242		Reimberg.	Assainissement du lavoir public.	100
243	Bigonville.	Bigonville.	Construction d'un nouveau cimetière	400
244	Ell.	Ell.	Assainissement de l'église et de ses abords.	200
245		Niedercolpach.		
246		Obercolpach.	Mise en état du cimetière à Niedercolpach.	200
247		Petit-Nobressart.		
248	Folschette.	Eschette.	Revers pavés	100
249		Hostert.	Construction de latrines d'école.	300
250		Folschette.	Mise en état des latrines d'école	100
251		id.	Revers pavés	200
252		Rambrouch.	Construction de latrines d'école.	300
253	Grosbous.	Grosbous.	Aménagement des abords de l'église	200
254		id.	Extension de la conduite d'eau	100
255		id.	Revers pavés près de l'école.	200
256		Dellen.	Revers pavés	150
257	Perlé.	Perlé.	Agrandissement du cimetière	300
258		Wolwelage.	Construction d'un nouveau cimetière	400
259		id.	Forage de deux puits à Haut-Martelange	200
260	Redange.	Lannen.	Revers pavés	100
261		Niederpallen.	Reconstruction du lavoir public avec conduite d'eau	600
262	Sæul.	Calmus.	Revers pavés	100
263		Ehner.	id.	100
264		Kapweiler.	id.	100
265		Sæul.	id.	100
266		Schwebach.	Revers pavés près de la maison d'école.	100
267		Sæul.	Reconstruction du cimetière.	200
268	Useldange.	Everlange.	Revers pavés	150
269		Rippweiler.	id.	150
270		Schandel.	Canalisation	400
271		Useldange.	Construction d'un nouveau cimetière	400
272		Rippweiler.	Aménagement d'une place de récréation près de l'école	100
273	Vichten.	Michelbuch.	Construction d'un nouveau cimetière	400
274		Vichten.	Construction d'une citerne près de l'école.	200
275		id.	Revers pavés	200
276	Wahl.	Buschrodt.	id.	100
277		Keispelt.	Construction d'un cimetière.	300
278		Kuborn.	id. de latrines	200

279	Wahl.	Rindschleiden.	Construction d'un mur de clôture au cimetière	frs.	300
280	Wiltz	Wahl.	Extension de la conduite d'eau		400
281	Alscheid.	Alscheid.	Revers pavés		150
282		Kautenbach.	Construction de latrines d'école		200
285		Merkholz.	id. id.		200
284	Boulaide.	Boulaide.	Mise en état du lavoir public		300
285		Surré.	id. de l'entrée de l'église		100
286	Esch-s.-Sûre.	Esch s. Sûre.	Revers pavés		250
287		id.	Construction de latrines d'école		300
288	Eschweiler.	Eschweiler.	Revers pavés		250
289		Knaphoscheid.	Acquisition de deux auges pour le réservoir d'eau et réparations au réservoir de Kleinhoscheid		350
290	Gœsdorf.	Bockholz.	Construction de latrines d'école		150
291		Bäiderscheid.	Revers pavés		150
292		Gœsdorf.	id.		100
293		Nocher.	Conduite d'eau à l'ouest du village		200
294		Dahl-Masseler.	Construction de latrines près de l'école de Masseler		300
295	Harlange.	Tarchamps-Watrangé.	Crépissage du mur du cimetière		100
296		id.	Lavoir public à Tarchamps		100
297		Tarchamps.	Latrines près de la maison d'école projetée		250
298	Heiderscheid.	Heiderscheid.	Prolongement de la conduite d'eau		200
299		id.	Construction de latrines d'école à Heiderscheidergrund		200
300		Eschdorf.	id. id.		200
301		id.	Revers pavés		100
302		Merscheid.	Construction d'une conduite d'eau		200
303		Ringel.	Construction d'un bassin pour la conduite d'eau		200
304		Tadler.	Prolongement de la conduite d'eau		100
305	Mecher.	Bavigne.	Revers pavés de Bavigne à Tarchamps		200
306		Kaundorf.	Construction de latrines d'école		200
307		Liefrauge.	Revers pavés à l'intérieur de Liefrauge		200
308		Mecher.	Latrines près de l'école		200
309		Nothum.	Revers pavés		200
310	Neunhausen.	Neunhausen.	Construction de latrines près de l'école de Bonnal-Iasenborn		200
311		id.	Canalisation à Bonnal		100
312		id.	id. Neunhausen		100
313		id.	Construction d'un mur de clôture au cimetière		200
314		id.	id. d'un bassin et d'une conduite d'eau à Lultzhausen		300
315	Oberwampach.	Allerhorn.	Gouttières à la maison d'école		100
316		id.	Revers pavés près de la maison d'école		100
317		Brachtenbach.	Revers pavés		100
318		Derenbach.	Construction d'un abreuvoir public à Derenbach route		100
319		Niederwampach.	Pavage de la cour près de l'école des filles		100
320		Oberwampach.	Mise en état du cimetière		200
321		id.	Construction de latrines d'école		200
322	Wiltz.	Wiltz.	Construction de latrines près de l'école des filles à Niederwiltz		500
323		id.	Canalisation du Wahlenweg à Wiltz		300
324	Wilwerwiltz.	Enscheringe.	Construction de latrines d'école		400
325		Pintsch.	Revers pavés		100

326	Winseler.	Winseler.	Construction d'une conduite d'eau avec abreuvoir et lavoir publics frs.	500
327		id.	Etablissement d'une pompe près de la maison Weber	100
<i>District de Grevenmacher.</i>				
Echternach.				
328	Beaufort.	Beaufort.	Construction d'une conduite d'eau	500
329	Bech.	Altrier-Hersberg.	Construction d'un lovoir public à Hersberg	100
350		Bech.	Revers paves près de la maison Wagner	100
351		Hemsthal.	Revers pavés autour de l'école	75
352	Berdorf.	Berdorf.	Construction d'une conduite d'eau avec lavoir public	200
353	Consdorf.	Breidweiler.	Construction de lavoirs publics	200
354		Consdorf.	Egout près de la maison Demuth	100
355		Scheidgen.	Construction d'un cimetière.	200
356	Echternach.	Echternach.	Construction d'un lavoir public et extension de la conduite d'eau.	500
357	Mompach.	Born.	Construction d'une conduite d'eau	800
358		Herborn.	Construction de latrines d'école.	150
359	Rosport.	Dickweiler.	Construction d'un lavoir public	100
340		Girst.	id. id.	250
341		Osweler.	Canalisation à l'intérieur du village.	150
342		Rosport.	Assainissement du presbytère	150
345		Steinheim	Construction d'un lavoir public	100
344	Waldbillig.	Haller.	Egout au lieu dit « in der Heinrich »	150
345		Waldbillig.	Construction de latrines près de l'école des filles	200
Grevenmacher.				
346	Betzdorf.	Berg.	Construction d'une conduite d'eau	250
347		Betzdorf.	Canalisation à l'intérieur de Betzdorf	200
348		Mensdorf	Construction d'une conduite d'eau avec deux lavoirs	500
349		Ohngen.	Mise en état de la conduite d'eau	100
350		id.	Construction de latrines d'école.	200
351		Rooit s/Syl.	Construction d'une conduite d'eau	500
352	Biwer.	Biwer.	Construction d'une conduite d'eau pour Biwer-Wecker	500
353		id.	Assainissement du cimetière.	100
354	Flaxweiler.	Beyren	Construction d'une conduite d'eau	500
355		Flaxweiler.	Captation de nouvelles sources pour la conduite d'eau	200
356		Gostingén	Construction d'une conduite d'eau	500
357		Oberconven.	id. id.	500
358	Grevenmacher.	Grevenmacher.	id. id.	700
359	Junglinster.	Junglinster	Construction d'une conduite d'eau avec lavoir public	1000
360		Bourglinster.	Construction d'un lavoir public	150
361		Go thrange.	Assainissement de l'abreuvoir	75
362	Manternach	Belbourg.	Construction d'une conduite d'eau	500
363		Lellig.	id. id.	400
364		Munschecker.	id. id.	400
365	Mertert.	Mertert.	Extension de la conduite d'eau	100
366		Wasserbillig.	Construction d'une conduite d'eau	900
367	Rodenbourg.	Beidweiler.	Construction de latrines d'école.	150
368		Rodenbourg.	Prolongement de la conduite d'eau	500
369	Wormeldange.	Wormeldange.	Construction d'une conduite d'eau	500

370	Remich.	Bous.	Construction de nouvelles latrines d'école frs.	250
371	Burmerange.	Burmerange.	Mise en état du lavoir et construction d'une place à fumier près de la maison d'école	250
372	Dalheim.	Dalheim.	Construction d'une conduite d'eau	400
373		Filsdorf.	Pavage autour de l'abreuvoir et du lavoir public	100
374	Lenningen.	Canach.	Agrandissement du cimetière	200
375		Lenningen.	Établissement d'une pompe publique et mise en état du lavoir	100
376	Mondorf-les-Bains.	Altwies.	Mise en état de l'escalier d'accès au cimetière	100
377		Ellange.	Assainissement du chemin près de la maison « Clément ».	100
378		Mondorf-les-Bains.	Travaux de canalisation près de la maison « Ruppert »	130
379	Remerschen.	Schengen.	Couverture du canal à l'intérieur de Schengen.	300
380	Remich.	Remich.	Construction d'une conduite d'eau	600
381		id.	Construction d'un égout « in der Beichergasse » et mise en état des latrines près de l'école des garçons	300
382	Stadbredimus	Stadbredimus.	Construction d'une conduite d'eau	500
383	Waldbredimus.	Trintange.	id. id.	1000
384		Waldbredimus.	Pavage du chemin d'accès à l'école et de la place de récréation.	100
385	Wellenstein.	Bech-Kleinmacher.	Pavage à l'intérieur des deux villages	100
386		Schwebsingen.	Pavage.	100
387		Wellenstein.	id.	100

Avis. — Associations syndicales.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera procédé à l'enquête sur les projets et statuts d'associations syndicales à créer pour l'établissement de chemins d'exploitation à 1° Lipperscheid, commune de Bourscheid, lieux dits « Im Flebourgrund », etc., (du 5 au 11 novembre 1906); 2° Obereisenbach, commune de Hosingen, lieu dit « Givesbour » (du 5 au 19 novembre 1906, nouvelle enquête); 3° Oberwampach, lieux dits « Even Mehl », etc. (du 8 au 22 novembre 1906, nouvelle enquête); 4° Vianden, lieux dits « Petchesfeld » et « Kuntzelbach » (du 15 au 29 novembre 1906); 5° Sandweiler, lieu dit « Im Heiligengrund » (du 15 au 29 novembre 1906)

Les pièces prévues par l'art. 1^{er} de l'arrêté r. g. d. du 21 janvier 1885 seront déposées, pendant le délai indiqué, aux secrétariats communaux intéressés.

Luxembourg, le 16 octobre 1906.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaften.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 20. Dezember 1883 erfolgt die Untersuchung über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Genossenschaft für die Anlage von Feldwegen zu: 1. Gipperscheid, Gemeinde Bourscheid, Orte genannt „Im Flebourgrund“, usw. (vom 5.—19. November 1906); 2. Obereisenbach, Gemeinde Hosingen, Ort genannt „Givesbour“, (vom 5.—19. November 1906 — erneute Untersuchung); 3. Oberwampach, Orte genannt „Even Mehl“, etc. (vom 8.—22. November 1906 — erneute Untersuchung); 4. Vianden, Orte genannt „Petchesfeld“ und „Kuntzelbach“, (vom 15.—29. November 1906); 5. Sandweiler, Ort genannt „Im Heiligengrund“, (vom 15.—29. November 1906).

Die durch Art. 1 des Rgl. Großh. Beschlusses vom 21. Januar 1885 bezeichneten Aktenstücke werden während obiger Frist auf den betreffenden Gemeindefsecretariaten offen liegen.

Luxemburg, den 16. Oktober 1906.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
EYSCHEN.*

AVIS. — Télégraphes et téléphones.

Une agence téléphonique qui s'occupe également de la transmission et de la réception des télégrammes, est établie dans la localité de Hachiville.

L'agence est ouverte les jours de la semaine de 8 heures du matin à midi et de 2 à 7 heures du soir; les dimanches et jours légalement fériés de 8 à 9 heures du matin et de 5 à 6 heures du soir.

Luxembourg, le 19 octobre 1906.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Arrêté du 16 octobre 1906, portant approbation des statuts de la caisse publique de crédit agricole et professionnel établie à Schuttrange.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES;

Vu l'art. 7 de la loi du 27 mars 1900, concernant la création de caisses publiques de crédit agricole et professionnel et l'art. 1^{er} de l'arrêté ministériel du 20 juin 1902, concernant le même objet;

Vu son arrêté du 14 juin dernier, portant création d'une caisse publique de crédit agricole et professionnel à Schuttrange;

Vu les statuts de la dite caisse, délibérés en séance du conseil communal de Schuttrange, du 5 août dernier;

Vu le rapport de M. le Directeur de la Caisse d'épargne, du 11 octobre courant;

Attendu que les statuts de la dite caisse sont en concordance avec les loi et règlement sur la matière;

Arrête :

Article unique. Les statuts de la caisse publique de crédit agricole et professionnel établie à Schuttrange sont approuvés et seront publiés avec le présent arrêté par la voie du *Mémorial*.

Luxembourg, le 16 octobre 1906.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Verlautbarung. — Telegraphen- und Telephonwesen.

Eine sich ebenfalls mit der Annahme und Abgabe von Telegrammen befassende Telephonagentur ist in der Ortschaft Helzingen errichtet worden.

Die Agentur ist geöffnet an den Wochentagen von 8 Uhr Morgens bis Mittag und von 2—7 Uhr Abends; an den Sonn- und gesetzlichen Feiertagen von 8 bis 9 Uhr Vm. und von 5 bis 6 Uhr Nm.

Luxemburg, den 19. Oktober 1906.

Der General-Director der Finanzen,
W. M o n g e n a s t.

Beschluß vom 16. Oktober 1906, die Genehmigung des Statuts der zu Schüttringen errichteten öffentlichen Kasse für landwirtschaftlichen und gewerblichen Credit betreffend.

Der General-Director der Finanzen;

Nach Einsicht des Art. 7 des Gesetzes vom 27. März 1900, betreffend die Errichtung von öffentlichen Kassen für landwirtschaftlichen und gewerblichen Credit, sowie des Art. 1 des Beschlusses vom 20. Juni 1902, denselben Gegenstand betreffend;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 14. Juni 1906, die Errichtung einer öffentlichen Kasse für landwirtschaftlichen und gewerblichen Credit zu Schüttringen betreffend;

Nach Einsicht des vom Gemeinderat von Schüttringen in seiner Beratung vom 5. August 1906 aufgestellten Statuts genannter Kasse;

Nach Einsicht des Berichtes des Directors der Sparkasse vom 11. Oktober et.;

Zu Anbetracht, daß das Statut genannter Kasse mit den einschlägigen Gesetzen und Reglementen übereinstimmt;

Beschließt :

Einzigiger Art. Das Statut der zu Schüttringen errichteten Kasse für landwirtschaftlichen und gewerblichen Credit wird hiermit genehmigt und soll nebst gegenwärtigem Beschlusse im „*Mémorial*“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 16. Oktober 1906.

Der General-Director der Finanzen,
W. M o n g e n a s t.

Statut der öffentlichen Kasse für landwirthschaftlichen und gewerblichen Credit zu Schüttringen.

KAP. I. — Name, Gegenstand und Bezirk der Kasse.

Art. 1. — Die Kasse führt den Namen « *Oeffentliche Kasse für landwirthschaftlichen und gewerblichen Credit zu Schüttringen* »; dieselbe fällt unter die Bestimmungen der Gesetze vom 27. März 1900 und 7. Februar 1905 sowie des Ministerial-Erlasses vom 20. Juni 1902 und des gegenwärtigen Statutes.

Art. 2. — Die Aufsicht über die Kredit-Kasse wird durch die Verwaltung der Sparkasse ausgeübt. Letztere hat darauf zu halten, dass die gesetzlichen und statutarischen Vorschriften beobachtet werden, und ertheilt die hierzu benötigten Anweisungen.

Art. 3. — Die Kredit-Kasse gewährt gegen Bürgschaft verzinliche Darlehen an Landwirthe, Handwerker, kleine Handelsleute und kleine Gewerbetreibende, Beamte, Angestellte und Arbeiter. Die Darlehnehmer müssen in dem Bezirk der Kasse wohnen; dasselbe soll in der Regel auch für die Bürgen der Fall sein.

Art. 4. — Der Geschäftskreis der Kredit-Kasse umfasst die Gemeinde Schüttringen.

KAP. II. — Der Verwaltungsrath.

Art. 5. — Der Verwaltungsrath der Kredit-Kasse besteht aus dem Präsidenten, zwei wirklichen und mehreren Ergänzungs-Mitgliedern.

Der Präsident wird durch die Verwaltung der Sparkasse ernannt. Die Mitglieder werden vom Gemeinderath gewählt.

Art. 6. — Der Präsident und die Verwaltungsmitglieder müssen: 1° Luxemburger sein; 2° im Kassenbezirk wohnen; 3° am Tage der Wahl wenigstens volle 21 Jahre alt sein; und 4° im vollen Genusse der Civilrechte sein.

Von den in Rede stehenden Funktionen sind ausgeschlossen: 1° die Wirtbe; 2° diejenigen, welche infolge Verurtheilung des Rechtes der Wählbarkeit verlustig gegangen sind; 3° diejenigen, welche durch Art. 13 des Gesetzes vom 3. März 1884, betreffend die Kammer- und die Gemeinde-Wahlen, von dem Wahlrecht ausgeschlossen sind.

Das Mitglied, welches der einen oder der anderen der in Alinéa 1 gegenwärtigen Artikels erwähnten Bedingungen verlustig geht, oder auf welches einer der in Alinéa 2 aufgeführten Fälle zutrifft, holt von Rechts wegen auf, Mitglied des Verwaltungsrathes zu sein.

Die Bestimmungen des gegenwärtigen Artikels sind ebenfalls auf den Schrift- und Rechnungsführer anwendbar.

Art. 7. — Der Präsident des Verwaltungsrathes wird auf die Dauer von 2 Jahren ernannt.

Die Wahl der Mitglieder erfolgt für einen Zeitraum von 4 Jahren; dieselben werden alle 2 Jahre je zur Hälfte erneuert. Die ausscheidenden Mitglieder der ersten, beziehungsweise der zweiten Serie, werden durch das Loos bestimmt. Die Ausscheidenden sind wieder wählbar.

Art. 8. — Die Verwaltung der Sparkasse bezeichnet eines der Verwaltungsrathsmitglieder behufs Eisetzung des Präsidenten im Verbinderungsfall.

Im Falle des Ablebens oder der Entlassung eines wirklichen oder Ergänzungs-Mitgliedees wird zu einer Ersatzwahl geschritten; der Neugewählte beendigt die Amtszeit des ausgeschiedenen Mitgliedees.

Art. 9. — Der Verwaltungsrath tritt auf Berufung seines Präsidenten zusammen, so oft das Interesse der Kredit-Kasse dies erheischt; zwischen der Einberufung und dem Zusammentritt muss wenigstens ein voller Tag liegen.

Der Präsident ist verpflichtet, den Verwaltungsrath einzuberufen, wenn dies von zwei Mitgliedern, unter Angabe der Verhandlungsgegenstände, schriftlich beantragt wird.

Die Verwaltung der Sparkasse ist ebenfalls berechtigt, die Einberufung des Verwaltungsrathes zu verlangen, und, falls diesem Reghren nicht Folge geleistet wird, selbst von Amts wegen den Tag der Zusammenkunft zu bestimmen; in diesem Falle ist der Direktor der Sparkasse, beziehungsweise dessen Delegirter, befugt, die Verhandlungen zu leiten.

Art. 10. — Verwandte oder Verschwägerte bis zum 3. Grade einschliesslich dürfen nicht gleichzeitig Mitglied des Verwaltungsrathes sein.

Art. 11. — Die Mitglieder des Verwaltungsrathes dürfen an keiner Verhandlung über eine Angelegenheit, in welcher sie selbst oder einer ihrer Verwandten oder Verschwägerten bis zum Grade von Geschwister-Enkel einschliesslich interessirt wären, theilnehmen.

Art. 12. — Der Präsident bestimmt die Tagesordnung und leitet die Verhandlungen des Rathes; letzterer bestimmt selbst das Verfahren bei den Verhandlungen; das Protokoll über die Verhandlungen wird von allen Mitgliedern, welche an den Beratungen theilgenommen haben, unterzeichnet.

Art. 13. — Zur gültigen Beschlussfassung ist die Anwesenheit von drei Mitgliedern des Verwaltungsrathes mit Einschluss des Präsidenten erforderlich; die wirklichen Mitglieder werden im Verhinderungsfalle durch die Ergänzungs-Mitglieder ersetzt.

Jeder Beschluss muss wenigstens zwei Stimmen auf sich vereinigen.

Art. 14. — Ein der Kredit-Kasse zugetheilter Schriftführer ist mit der Abfassung der Sitzungsprotokolle sowie der Korrespondenz der Kredit-Kasse beauftragt. Der Verwaltungsrath kann diese Funktionen einem seiner Mitglieder oder dem Rechnungsführer der Kredit-Kasse übertragen.

Art. 15. — Der Schriftführer der Kredit-Kasse wohnt den Sitzungen des Verwaltungsrathes bei; er hat kein Stimmrecht, wenn er nicht gleichzeitig wirkliches Mitglied ist.

Art. 16. — Wenn der Verwaltungsrath sich weigert, die ihm durch die Gesetze oder das Statut vorgeschriebenen Pflichten zu erfüllen, so sind die Funktionen seiner Mitglieder erloschen. In diesem Falle hat der Direktor der Sparkasse, beziehungsweise dessen Delegirter, die Befugnisse und Pflichten des Rathes auf Kosten der Kredit-Kasse auszuüben und sofort die behufs Ersetzung der Verwaltungsraths-Mitglieder nothwendigen Massregeln zu ergreifen.

Art. 17. — Dasjenige Verwaltungsrathsmitglied, welches sich weigert, dem Gesetze oder den Bestimmungen des Statuts Folge zu leisten, oder welches ohne rechtmässigen Grund drei aufeinander folgenden Sitzungen des Verwaltungsrathes beizuwohnen versäumt, kann von der Verwaltung der Sparkasse seines Amtes verlustig erklärt werden. Gegen diesen Entscheid kann Beschwerde bei der Regierung erhoben werden; diese Beschwerde ist jedoch nur innerhalb 14 Tagen, von der Zustellung des Entscheides an den Beteiligten ab, zulässig.

Art. 18. — Die Regierung kann den Verwaltungsrath auflösen. Der diesbezügliche Beschluss wird dem Bürgermeister der Gemeinde zugestellt. Binnen 14 Tagen von dieser Zustellung ab wird zu einer Neuwahl geschritten.

Art. 19. — Die Mitglieder des Verwaltungsrathes verwalten ihr Amt als Ehrenamt; die denselben in Ausübung ihrer Funktionen erwachsenen baren Auslagen sind ihnen, nach vorheriger Genehmigung der Verwaltung der Sparkasse, zu ersetzen.

Kap. III. — Obhegenheiten des Verwaltungsrathes.

Art. 20. — Der Verwaltungsrath ist mit der Gesamt-Verwaltung der Kredit Kasse betraut, soweit nicht einzelne Angelegenheiten durch das Gesetz oder das Statut andern Organen vorbehalten sind.

Insbesondere hat er darauf zu achten, dass die Darlehn zu dem Zwecke, zu welchem sie gewährt sind, verwandt werden; er hat ferner die pünktliche Rückzahlung derselben zu überwachen.

Art. 21. — Der Verwaltungsrath vertritt die Kredit-Kasse in allen gerichtlichen und aussergerichtlichen Angelegenheiten. Diese Vertretung erstreckt sich auch auf diejenigen Geschäfte und Rechtsverhandlungen, für welche eine Spezial-Vollmacht erfordert ist.

Die Kredit-Kasse ist verpflichtet und haftet für alle Angelegenheiten, welche der Verwaltungsrath innerhalb der Grenzen seiner gesetzlichen und statutarischen Vollmachten in ihrem Namen abschliesst. Sie geniesst dagegen unter denselben Bedingungen alle daraus hervorgehenden Rechte. Zur Legitimation bei gerichtlichen oder aussergerichtlichen Rechtsgeschäften genügt die Bescheinigung der Sparkasse, dass die darin bezeichneten Personen den Verwaltungsrath bilden.

Art. 22. — Der Verwaltungsrath beschliesst endgültig über die Annahme der Darlehnsgesuche, die Darlehnsbedingungen und den Zinsfuss, zu welchem die Darlehn erfolgen

Alle übrigen Beschlüsse des Verwaltungsrathes unterliegen der Genehmigung der Sparkasse; wird diese Genehmigung verweigert, so entscheidet der zuständige General-Direktor.

Art. 23. — Ohne Ermächtigung der Regierung darf die Kredit Kasse anderswo denn bei der Sparkasse keine Anleihe machen.

Art. 24. — Der Präsident vollzieht die Beschlüsse des Verwaltungsrathes. Er hat darauf zu achten, dass die Buch- und Kassenführung regelrecht besorgt werden.

Er leitet den Geschäftsgang der Kredit-Kasse und unterzeichnet gleichzeitig mit dem Schriftführer sämtliche die Kredit-Kasse betreffenden Schriftstücke und Urkunden, alles unbeschadet jedoch der dem Rechnungsführer zustehenden Befugnisse.

Er nimmt Kassenrevisionen vor, so oft er dies für nöthig erachtet, jedoch wenigstens einmal im Monat. Diese Revisionen werden durch ein Visa in den Büchern bekundet.

Art. 25. — In Dringlichkeitsfällen trifft der Präsident jede im Interesse der Kredit-Kasse erforderliche Anordnung, mit der Verpflichtung jedoch, den Verwaltungsrath ohne Verzug davon zu verständigen.

Art. 26. — Die Kredit-Kasse darf, ohne hierzu von der Verwaltung der Sparkasse ermächtigt zu sein, weder als Klägerin noch als Beklagte vor Gericht auftreten.

KAP. IV. -- Allgemeine Darlehnsbedingungen.

Art. 27. — Die Darlehn werden im Betrage bis zu 1000 Franken auf eine Dauer von 3 Jahren gewährt. Ausnahmsweise und mit Zustimmung der Verwaltung der Sparkasse können Darlehn auch bis zum Betrage von 2000 Franken und auf eine Dauer von 5 Jahren gewährt werden. Werden Darlehn auf mehrere Jahre bewilligt, so sind dieselben, wo möglich, in jährlichen gleichen Raten zurückzuzahlen.

Art. 28. — Das Darlehn darf nicht weniger als 25 Franken betragen.

Art. 29. — Die Kredit-Kasse gewährt Darlehn nur gegen Stellung eines oder zweier Bürgen. Die Bürgen haften mit dem Anleiher solidarisch für die Rückzahlung des Darlehens, die Zahlung der Zinsen und etwaiger Kosten.

Darlehnsnehmer und Bürgen müssen bezüglich ihrer persönlichen und wirtschaftlichen Verhältnisse, ihrer Zuverlässigkeit und Ehrenhaftigkeit Gewähr für die Erfüllung der übernommenen Verbindlichkeiten bieten.

Die Mitglieder des Verwaltungsrathes, sowie der Schrift- und Rechnungsführer, werden als Bürgen nicht zugelassen.

Art. 30. — Hypothekar-Darlehn sind untersagt.

Die Kredit-Kasse ist jedoch befugt, in den Fällen, wo sie Gefahr läuft eines Guthabens verlustig zu gehen, die notwendigen Massregeln zu treffen, um sich eine gerichtliche oder eine vertragsmässige Hypothek zu verschaffen.

Art. 31. — Der Zinssuss darf 5 % pro Jahr nicht übersteigen.

Art. 32. — Anträge auf Gewährung von Darlehn werden schriftlich oder mündlich bei dem Präsidenten oder dem Schriftführer der Kredit-Kasse gestellt, unter genauer Angabe des Betrages und des Zweckes des nachgesuchten Darlehens, der Namen, des Standes und Wohnortes des Bürgen, des Zeitpunktes und der Art der Rückzahlung.

Art. 33. — Weder als Darlehnsnehmer noch als Bürge werden zugelassen :

- 1° Diejenigen, welche in Vermögensverfalls-Zustand geraten oder notorisch zahlungsunfähig sind ;
- 2° Diejenigen, welche gelegentlich eines frühern Darlehens entweder die Kredit Kasse oder einen der Bürgen in Verlust gebracht haben ;
- 3° Diejenigen, welche ein früheres Darlehn auf falsche Angaben hin erhalten haben.

Art. 34. — Ueber das empfangene Darlehn haben Schuldner und Bürgen einen Schuldschein unter Privatunterschrift auszustellen.

Ist der Schuldner oder der Bürge des Schreibens unkundig, so wird auf Kosten des Darlehnsnehmers ein notarieller Akt über das Darlehn aufgenommen.

Art. 35. — Dem Schuldner ist es freigestellt, das Darlehn jederzeit, ganz oder theilweise, zurückzuzahlen; Theilrückzahlungen müssen wenigstens 5 Franken betragen.

Eine Zahlung, die zur Deckung des Kapitals und der Zinsen nicht ausreicht, wird zuerst auf die Zinsen angerechnet.

Art. 36. — Ungeachtet der gewährten Rückzahlungsfristen und unbeschadet der durch das Gesetz vorgesehenen Falle, hat die Kredit-Kasse das Recht, die sofortige Rückzahlung des Darlehens, an Hauptsumme und Accessorien, zu fordern :

1. wenn der Schuldner, ohne vorgängige Zustimmung des Verwaltungsrathes, das Darlehn zu einem andern als zu dem im Darlehensvertrag bezeichneten Zweck verwendet ;
 2. wenn er mit einer vertragsmässigen Zahlung über einen Monat im Rückstande bleibt ;
 3. wenn eine Zwangsvollstreckung gegen ihn oder seinen Bürgen angeordnet ist ;
 4. wenn er oder sein Bürge in Falliments- oder Vermögensverfalls-Zustand geräth oder eine gerichtliche Abtretung seiner Güter bewilligt hat ;
 5. wenn er oder der Bürge den Bezirk der Kredit-Kasse definitiv verlässt und auswärts seinen Wohnsitz nimmt
- Bei Eintreffen eines der obigen Falle wird das Darlehn von rechts wegen, und ohne dass es einer vorausgegangenen Inverzugsetzung bedarf, rückforderbar.

Art. 37. — Die Verweigerung eines nachgesuchten Darlehens wird zur Kenntniss des Darlehensuchers gebracht ; letzterer ist nicht befugt, die Mittheilung der Gründe des abschlägigen Bescheides zu verlangen.

Art. 38. — Die Zinsen des Darlehens sind halbjährlich zu entrichten.
Bei der Berechnung der Zinsen wird das Jahr zu 360 Tagen und die Monate zu 30 Tagen gerechnet.

Art. 39. — Sämmtliche Zahlungen haben zu erfolgen in Münzen, welche in den öffentlichen Kassen des Staates Kurs haben und sind zu leisten unter die Hände und gegen Quittung des Rechnungsführers, unbeschadet der Bestimmung des Art. 4 des ministeriellen Beschlusses vom 20. Juni 1902.

Art. 40. — Der Verwaltungsrath ist befugt, Zahlungsaustand bis zu 3 Monaten zu gewähren ; längeren Ausstand darf er nur mit Zustimmung der Verwaltung der Sparkasse bewilligen.

KAP. V. — Die Buchführung.

Art. 41. — Die Bezeichnung der zur Buchführung erforderlichen Bücher, sowie das Visa derselben, erfolgen durch die Verwaltung der Sparkasse.

Art. 42. — Alle Einnahmen und Ausgaben werden von dem Rechnungsführer bewerkstelligt.

Art. 43. — Der Rechnungsführer wird vom Verwaltungsrath ernannt ; diese Ernennung muss durch die Verwaltung der Sparkasse bestätigt werden.

Art. 44. — Der Rechnungsführer bezieht eine feste Entschädigung zu Lasten der Kredit-Kasse ; die Gewährung von Tantiemen ist nicht zulässig ; der Rechnungsführer kann nicht Mitglied des Verwaltungsrathes sein.

Art. 45. — Die Höhe und der Bestand der durch den Rechnungsführer zu stellenden Caution wird durch den General-Director der Finanzen, auf den Vorschlag des Verwaltungsrathes der Kredit-Kasse und auf das Gutachten der Sparkasse hin, festgesetzt.

Art. 46. — Das Rechnungsjahr beginnt am 1. Januar und endigt am 31. Dezember ; auf diesen letzteren Tag werden sämmtliche Rechnungen an Hauptsumme und Zinsen abgeschlossen.

Art. 47. — Die Bilanz wird vom Verwaltungsrath aufgestellt. Die Forderungen werden, mit Wert am Tage des Rechnungsabschlusses, eingetragen ; die zweifelhaften Forderungen sind nach ihrem wahrscheinlichen Werthe anzusetzen, wogegen die als uneinbringlich anzusehenden auf dem Gewinn- und Verlust-Konto abzuschreiben sind.
Die Verwaltung der Sparkasse prüft die Jahresrechnungen sowie die Bilanz und erteilt Entlastung, nachdem die Bilanz dem Gemeinderathe mitgetheilt worden.

KAP. VI. — Reserve-Fonds.

Art. 48. — Behufs Deckung der eventuellen Verluste wird von dem erzielten Gewinne eine Summe bis zu 25 pCt. der Verbindlichkeiten der Kredit-Kasse zur Bildung eines Reserve-Fonds erhoben.

Art. 49. — Der Reserve-Fonds wird entweder in einem Sparkassenbuch, oder in Schuldverschreibungen des Staates oder inländischer Gemeinden angelegt.

Die Regierung kann nach eingeholtem Gutachten der Sparkasse auch jede andere Anlage gestatten.
Die Wertpapiere der Kredit-Kasse werden der Sparkasse zur Aufbewahrung übergeben.

Art. 50. — Der Gewinn, welcher den im vorstehenden Art. 48 festgesetzten Betrag übersteigt, wird den beteiligten Gemeindegliederungen in dem Verhältnisse der Quote, welche ihnen in den direkten Steuern obliegt, behufs Verwendung zu gemeinnützigen, gesetzlich nicht vorgesehenen Ausgaben, überwiesen.

Sofern dieser Ueberschuss auf eine Verringerung der Verbindlichkeiten der Kredit-Kasse zurückzuführen ist, wird derselbe den Gemeinden erst 5 Jahre nach Abschluss der betreffenden Jahresrechnung zur Verfügung gestellt.

KAP. VII. — Abänderung des Statuts.

Art. 51. — Anträge auf Abänderung des Statuts sind von dem Verwaltungsrath der Kredit-Kasse, von dem Gemeinderath und von der Verwaltung der Sparkasse zu begutachten und bedürfen der Genehmigung der Regierung.

KAP. VIII. — Auflösung der Kredit-Kasse.

Art. 52. — Auf den Vorschlag des Gemeinderathes hin kann die Regierung die Auflösung der Kredit-Kasse verfügen. Nach Anhörung des Verwaltungsrathes der Kredit-Kasse und nach eingeholtem Gutachten der Verwaltung der Sparkasse kann die Regierung sogar von Amts wegen die Kredit-Kasse auflösen, sobald dieselbe nicht mehr in der Lage ist, ihren Verpflichtungen dauernd nachzukommen.

In diesem Falle wird die Liquidation durch den Verwaltungsrath bewerkstelligt. Sollte dieser letztere sich dieser Pflicht entziehen, so wird die Verwaltung der Sparkasse die im Interesse dieser Liquidation nothwendigen Massregeln ergreifen.

Art. 53. — Das nach Abzug aller Schulden verbleibende Rein-Vermögen fällt der Gemeinde zu.

Art. 54. — Falls die Kredit-Kasse ihre Tätigkeit einstellt, oder, falls eine der Sektionen des Kassenbezirks aus dem Verband der Kredit-Kasse ausscheiden will, wird, ähnlich wie bei der Auflösung, zur Liquidation geschritten.

KAP. IX. — Allgemeine Bestimmungen.

Art. 55. — Die Kredit-Kasse ist verpflichtet, die Verwaltung der Sparkasse oder deren Delegirten von den Verhandlungsprotokollen des Verwaltungsrathes, sowie von den Büchern und Rechnungen, Einsicht nehmen zu lassen, und die Prüfung des Kassenbestandes zu gestatten. Der Bürgermeister der Gemeinde, in welcher die Kredit Kasse ihren Sitz hat, ist berufen, dieser Prüfung beizuwohnen.

Art. 56. — Die Verhandlungen des Verwaltungsrathes der Kredit-Kasse, mit Ausnahme derjenigen, welche die Darlehensgesuche zum Gegenstand haben, werden innerhalb 8 Tagen der Sparkasse in Abschrift eingesandt.

Art. 57. — Die zum Kassendienst herangezogenen Beamten unterstehen den Anordnungen des Verwaltungsrathes in allen die Kredit-Kasse betreffenden Angelegenheiten. Dem Verwaltungsrathe stehen indessen keine Disziplinar-Befugnisse über diese Beamten zu.

Art. 58. — Alle Personen, welche irgendwie an der Geschäftsthätigkeit der Kredit-Kasse theilnehmen, sind verpflichtet, betreffs der über die Privat-Verhältnisse der Darlehensnehmer erhaltenen Auskünfte, sowie betreffs alles dessen, was bei Gelegenheit der Operationen, die sie vornehmen, zu ihrer Kenntnis gelangt, das Geheimnis zu wahren.

Art. 59. — Auf den Bericht der Verwaltung der Sparkasse und nach Anhörung des Verwaltungsrathes der Kredit-Kasse, sowie des Gemeinderathes, entscheidet der zuständige General-Direktor über sammtliche Schwierigkeiten, zu welchen die Auslegung und Ausführung des gegenwärtigen Statuts Anlass geben können, dies unbeschadet der den Gerichten zustehenden Befugnisse.

—————

Arrêté du 19 octobre 1906, concernant la police sanitaire du bétail.

LE GOUVERNEMENT EN CONSEIL ;

Considérant que la stomatite aphteuse s'est déclarée dans les villages français de Godbrange et Hussigny contigus à la frontière ;

Qu'il importe de prendre d'urgence les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction et la propagation de cette maladie dans le Grand-Duché ;

Vu la loi du 5 octobre 1870 ;

Vu les arrêtés ministériels des 6 janvier et 8 février 1894, portant déjà interdiction d'introduire dans le Grand-Duché des animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine de provenance française ;

Considérant qu'il y a lieu d'étendre cette interdiction à d'autres objets ;

Sur l'avis du président de la Commission d'agriculture ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Est interdite l'importation dans le Grand-Duché des oiseaux de basse-cour, des cadavres d'animaux, du lait, des peaux, cornes, onglons ; des fumiers, pailles, foin, fourrages de toutes sortes, sons et autres résidus industriels pouvant servir à l'alimentation du bétail, provenant de la France ; cette défense s'étend également au transit de ces objets.

Art. 2. Sont rapportées les dispositions prises en vertu de l'art. 4 de la loi du 28 mars 1903 sur l'inspection des viandes, relatives au trafic de la viande dans la zone frontière. La viande sera, jusqu'à disposition ultérieure, soumise à l'inspection conformément à la loi du 28 mars 1903, concernant le contrôle des viandes importées de l'étranger, pour autant qu'il s'agit de viande de provenance française.

Art. 3. Les infractions au présent arrêté seront punies conformément à la loi du 5 octobre 1870.

Beschluß vom 19. Oktober 1906, die Gesundheitspolizei des Viehes betreffend.

Die Regierung im Conseil ;

In Erwägung, daß die Maul und Klauenseuche in den französischen Grenzdörfern Godbringen und Hussigny ausgebrochen ist ;

Daß es Noth thut, schleunigst die nothigen Massregeln zu treffen, um die Einschleppung und Verbreitung dieser Seuche im Großherzogthum zu verhindern ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 5. October 1870 ;

Nach Einsicht der Ministerialbeschlüsse vom 6. Januar und 8. Februar 1894, kraft deren die Einfuhr ins Großherzogthum von Rindvieh, Schafen, Ziegen und Schweinen aus Frankreich bereits untersagt ist ;

In Erwägung, daß dieses Verbot auf weitere Gegenstände auszudehnen ist ;

Auf das Gutachten des Präsidenten der Ackerbaucommission ;

Beschließt :

Art. 1. Die Einfuhr ins Großherzogthum von Geflügel, toten Thieren, Milch, Häuten, Hörner, Hufen ; von Dünger, Stroh, Heu, Futtermitteln aller Art, Kleien und andern gewerblichen Überresten, welche als Viehfutter dienen können, ist verboten ; dieses Verbot erstreckt sich ebenfalls auf die Durchfuhr dieser Gegenstände.

Art. 2. Für die französisch-luxemburgische Grenzstrecke sind die kraft des Gesetzes vom 28. März 1903 (Art. 4) über die Fleischschau erlassenen Bestimmungen bezüglich den kleinen Grenzverkehr mit Fleisch an der Grenzzone aufgehoben und unterliegt das Fleisch, sofern dasselbe französischer Herkunft ist, bis auf weitere Verfügung der durch besagtes Gesetz vom 28. März 1903 vorgeschriebenen Untersuchung.

Art. 3. Die Zuwiderhandlungen gegen diesen Beschluß werden gemäß dem Gesetz vom 5. October 1870 geahndet.

Art. 4. Le présent arrêté sera inséré au *Mé-
morial*, pour entrer en vigueur immédiatement.

Art. 4. Gegenwärtiger Beschluß soll ins „*Me-
morial*“ eingerückt werden, um unverzüglich in
Kraft zu treten.

Luxembourg, le 19 octobre 1906.

Luxemburg, den 19 Oktober 1906

Les membres du Gouvernement,
EYSCHEN. KIRPACH. MONGENASI. DE WAHA.

Die Mitglieder der Regierung,
Eyschen, Kirpach, Mongenast, de Waha.

**Bekanntmachung. betreffend die Durchführung von Branntwein durch das Großherzogtum
Luxemburg**

Für den nicht auf Übergangsschein oder Branntweinbegleitschein I abgefertigten Branntwein aus Deutschland, welcher unmittelbar oder in ununterbrochener Weise mit der Eisenbahn oder Post durch Luxemburg nach Deutschland oder nach dem Zollausland durchgeführt wird, ist die durch die Bekanntmachung vom 18. Dezember 1900 („*Memorial*“ Seite 825) vorgeschriebene Anmeldung bei der Grenzbebestelle und die Abfertigung mittelst Übergangsscheine künftig nicht mehr erforderlich.

Luxemburg, den 16 Oktober 1906.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

**Beschluß vom 19. Oktober 1906, betreffend die Abänderung der Ausführungsbestimmungen
zu dem Gesetz über die Kontrolle des aus dem Zollausland eingehenden Fleisches vom
28. März 1903.**

Der General-Director der Finanzen und
Der General-Director der öffentlichen Arbeiten;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 28. März 1903, betreffend die Kontrolle des aus dem Zoll-
ausland eingeführten Fleisches, der Ausführungsbestimmungen I von demselben Tage und des
Vertrages zwischen dem Großherzogthum und dem Deutschen Reiche vom 14. Mai 1904 wegen
gegenseitiger Zulassung des zum menschlichen Genuß bestimmten Fleisches zum freien Verkehr;

B e s c h l e s s e n :

Nachstehende Änderungen der vorerwähnten Ausführungsbestimmungen I, betreffend die Unter-
suchung und gesundheitspolizeiliche Behandlung des in das Zollinland eingehenden Fleisches
(„*Memorial*“ 1903 S. 304) treten sofort in Kraft.

In § 4 ist vor den Worten „§ 27 unter A II“ einzufügen: „§ 6 Abs. 4 und im.“

In § 6 Abs. 1 ist hinzuzufügen:

„die Organe und sonstigen Körperteile, auf welche sich die Untersuchung zu erstrecken hat,
„(vgl. §§ 6 bis 12 der Anlage a) dürfen nicht angeschnitten sein, jedoch darf in die Mittelfell-
„drüsen und in das Herzfleisch je ein Schnitt gelegt sein.“

In § 6 ist folgender neuer Abs. 4 hinzuzufügen:

„Bei Wildschweinen, die im übrigen den Schweinen gleich zu behandeln sind, dürfen Lunge,
„Herz und Nieren fehlen.“

In § 7 ist folgender Abs. 3 hinzuzufügen:

„Die der Untersuchung zu unterziehenden Lymphdrüsen dürfen nicht fehlen oder angeschnitten
„sein, jedoch darf in die Mittelfelldrüsen und in das Herzfleisch je ein Schnitt gelegt sein.“

In § 18 Abs. 1 ist

I C c dahin zu fassen :

„bei Tuberkulose, wenn nur die Lymphdrüsen an der Lungenwurzel im Mittelfell und (für den Fall der Miteinführung der Leber) an der Leberpforte oder wenn sie an einer der vor- bezeichneten Stellen Veränderungen aufweisen und wenn die tuberkulösen Herde wenig umfang- reich und trocken, verkäst oder verkalkt sind; die Organe, zu denen die erkrankten Lymphdrüsen gehören, sind ganz zu vernichten.“

unter II B hinter g folgender Absatz hinzuzufügen :

„h) wenn Organe oder sonstige Körperteile, auf welche sich die Untersuchung zu erstrecken hat, den Bestimmungen des § 6 zuwider fehlen oder angeschnitten sind.“

In § 19 Abs. 1 unter I d sind die : „und erheblicher Beschmutzung“ durch folgende Vorschrift zu ersetzen :

„unerheblicher Beschmutzung, Durchsetzung von Organen mit auf den Menschen durch den Fleischgenuß nicht übertragbaren Schmarozern (Leberegeln, Hülfswürmern u. d. w.); wenn die Zahl oder Verteilung dieser Schmarozern deren gründliche Entfernung nicht gestattet, sind die ganzen Organe zu vernichten, andernfalls sind die Schmarozern auszuschneiden und die Organe freizugeben.“

In § 19 Abs. 1 unter II B ist hinter dem Worte „insbesondere“ einzuschalten :

„wenn der Bestimmung des § 7 zuwider die der Untersuchung zu unterziehenden Lymphdrüsen fehlen oder angeschnitten sind, ferner“,

In Anlage a (Anweisung für die tierärztliche Untersuchung des in das Zollinland eingehenden Fleisches) ist

im § 6 Abs. 3, Satz 4 hinter dem Worte „durchschneiden“ hinzuzufügen :

„ , erforderlichenfalls herauszuschneiden und in dünne Scheiben zu zerlegen“.

In § 8 an die Stelle des letzten Satzes von „es folgt“ bis „Bugdrüsen“ zu setzen :

„es folgt alsdann die Untersuchung der Leberdrüsen, inneren Darmbeindrüsen, Kniefaltens-, Kniefehlen-, Gefäßbein-, Bug- und Achseldrüsen. Von der Untersuchung der Kniefehlen- und Achseldrüsen kann abgesehen werden, wenn in natürlichem Zusammenhange mit den Tierkörpern Leber und Milz eingeführt und mit ihren Lymphdrüsen frei von Tuberkulose befunden werden.“

In § 11 Abs. 1 ist statt der Worte „und Kniefaltendrüsen“ zu sagen :

„Kniefaltens- und Kniefehlendrüsen“.

In § 14 an die Stelle des Abs. 2 folgende Vorschrift zu setzen :

„Organe, die einzeln oder im Zusammenhange miteinander oder mit anderen Fleischstücken eingeführt werden, sind nach Maßgabe der entsprechender Vorschriften in den §§ 6 bis 9, 11, 12 zu untersuchen“.

Luxemburg, den 19. Oktober 1906.

Der General-Director der Finanzen,

M. M o n g e n a s t.

Der General-Director der öffentlichen Arbeiten,

R. d e W a h a.

Caisse d'épargne. -- A la date des 13, 15 et resp. 17 octobre 1906, les livrets n^{os} 95432, 102368 et 127632 ont été déclarés perdus. Les porteurs des dits livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne, et à faire valoir leurs droits. Faute par les porteurs de ce faire dans le dit délai, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux.

Luxembourg, le 18 octobre 1906.

Avis. — Actes de la Conférence de la Paix.

D'après une communication du Gouvernement des Pays-Bas, la République de *Honduras* a adhéré aux conventions signées à La Haye le 29 juillet 1899, lors de la Conférence de la Paix, et concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre et resp. l'adaptation à la guerre maritime des principes de la convention de Genève de 1864, sous réserve, quant à cette dernière, de l'art. 10. (V. Mém. 1901, n° 52, p. 718 et 729.)

Luxembourg, le 16 octobre 1906.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Bekanntmachung — Acte der Friedenskonferenz.

Einer Mitteilung der Niederländischen Regierung zufolge ist die Republik *Honduras*, den auf der Haager Friedenskonferenz am 29. Juli 1899 unterzeichneten Abkommen, betreffend die Gesetze und Gebrauche des Landkrieges und bezw. die Anwendung der Grundsätze der Genfer Convention vom 22. August 1864 auf den Seekrieg, den Art. 10 dieses letzteren Abkommens vorbehalten, beigetreten. (S. „Memoriaal“ 1901, Nr. 52, S. 718 und 729.)

Luxemburg, den 16 October 1906

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Avis. — Service sanitaire.

Tableau des maladies contagieuses observées dans les différents cantons du 6 au 13 octobre 1906.

Bekanntmachung. — Sanitätswesen.

Verzeichnis der in den verschiedenen Cantonen, vom 6. bis zum 13. October festgestellten ansteckenden Krankheiten.

N° d'ordre	CANTONS.	LOCALITÉS.	Fièvre typhoïde	Diph-térie	Coque-luche.	Scarla-tine.	Variole	Affections puerperales.
1	Esch s/l'Alz	Dudelange.	4	»	»	»	»	»
		Mondercange.	1	»	»	»	»	»
2	Mersch	Berg.	1	»	»	»	»	»
		Larochette.	2	»	»	»	»	»
3	Clerveaux.	Hosingen.	»	9	»	»	»	»
		Troisviorges.	1	»	»	»	»	»
4	Diekirch.	Medernach.	»	»	»	»	2	
5	Redange.	Bondorf.	»	»	»	6	»	1
		Platen.	»	»	»	»	»	»
		Rambrouch.	»	»	»	2	»	»
6	Wiltz.	Brachtenbach.	1	»	»	»	»	
7	Echternach.	Echternach.	2	»	»	»	»	
8	Remich.	Remerschen.	»	»	»	1	»	
Total. . .			12	9	»	9	»	3

Luxembourg, le 16 octobre 1906.